Justice restauratrice pour blasphème en Indonésie: étude sur l'application

Alexandre Briar
Aix-Marseille Université, ***France***
Email: ***briar3@gmail.com***

Resume

Comme on le sait, la question du blasphème en Indonésie s'est développée après que l'affaire de blasphème d'Al Maidah 51 commise par l'ancien gouverneur de DKI Jakarta Basuki Tjahaya Purnama ou mieux connu d'Ahok, s'est poursuivie avec l'événement 212 qui est devenu un moment essentiel dans le développement de le cas d'autres cas de blasphème. La préoccupation est de savoir comment les institutions concernées et le ministère des religions sont des représentants du gouvernement réagissent dans le traitement de ces cas. Car en réalité, tous ces cas finissent toujours en prison. Est-ce la bonne solution. Cette étude vise à analyser le rôle de la justice réparatrice dans le traitement des affaires de blasphème en Indonésie. Cette recherche utilise une approche qualitative avec la méthode d'étude de la littérature pour analyser ce problème.

Mots clés: *Justice réparatrice, Blasphème de religion, Droits de l'homme, Lois*

– – – – – – – – – – ◆ – – – – – – – – – –

A. INTRODUCTION

Le problème du blasphème en Indonésie s'est développé après l'affaire "Ahok", qui s'est poursuivie avec 212 événements, qui est devenu un moment essentiel dans le développement des affaires de blasphème ultérieures. Non pas qu'il n'y ait pas de tels cas. L'affaire Mosadek, Ria Eden, et d'autres affaires se sont produites, mais l'affaire soulevée par les médias n'a pas été aussi impressionnante que l'affaire Ahok, bien qu'elle ait la même valeur probante.

Ce qu'il y a de passionnant à apprendre sur les cas de blasphème qui se produisent en Indonésie, c'est comment les institutions concernées, à savoir les forces de l'ordre, les institutions religieuses et même les ministères de la religion, qui sont des institutions gouvernementales qui devraient gérer ces problèmes, réagissent. Car en réalité, presque tous les cas de blasphème se terminent par des peines et des peines d'emprisonnement. La question qui se pose alors est de savoir si la prison est la réponse au problème du blasphème en Indonésie ?

Dans le cas de Mosadek, qui a prétendu être le descendant d'Abraham et a fait un livre qui ressemblait au Coran, peut-être serait-on d'accord avec le point de vue du blasphème sur la religion, qui est naturellement appliqué dans ce cas. De même, Lia Eden a essayé de mélanger plusieurs systèmes de croyances selon sa version. Mais qu'en est-il des cas qui sont souvent interprétés comme des expressions de haine ou des sentiments émotionnels momentanés tels que décrits dans les médias sociaux, par exemple. Ou

l'affaire Ahok est-elle interprétée comme un blasphème après avoir été éditée par Buniyani et diffusée sur les réseaux sociaux ?

Le blasphème ne peut être séparé des opinions ou des idées relatives au système de croyances ou aux croyances d'une personne qui sont souvent en conflit avec les « droits à la croyance » et le « droit à l'expression » au regard des droits de l'homme garantis en tant que droits de l'homme inhérents à une personne. En se référant à cet affrontement, le point de vue réel de l'auteur n'est pas un cas grave pour distinguer quelles actions font partie de l'expression du droit à la liberté de religion et d'expression sur la base des vues sur les droits de l'homme et lesquelles sont des crimes de blasphème en matière de religion (criminel) vue de la loi.

Le droit à la liberté personnelle est le droit des individus d'exprimer leurs opinions et leurs systèmes de croyance dans leur vie personnelle quotidienne en tant que droits privés qui doivent être respectés. Cependant, si de telles questions entrent dans la sphère publique, où elles sont en contact avec les systèmes de croyances et les opinions des autres, alors le droit de l'État de les réglementer doit être présent pour maintenir l'ordre et le confort dans la vie sociale. Y compris l'arrangement dans la législation.

En l'espèce, l'étude de l'histoire applique les dispositions de la loi n°1 PNP de 1965 devenue intéressante à étudier dans le cadre du processus d'adoption dans l'article 156a du code pénal et l'article 28 de la loi ITE qui n'a été que partiellement affecté de sorte que il a modifié l'interprétation des dispositions et le traitement des violations. L'approche qualitative et l'étude de la décision sont les instruments utilisés pour analyser les problèmes dans cet article.

B. METHOD

Cette étude utilise une approche qualitative en utilisant une méthode d'étude de la littérature qui utilise des données secondaires avec l'analyse qualitative pour décrire le développement d'une compréhension de la justice réparatrice pour le blasphème.

C. RÉSULTAT ET DISCUSSION

Le principal problème qui se pose dans le traitement des cas de blasphème n'est pas une question de respect des droits de l'homme mais le problème de savoir comment traiter les crimes liés à son système de croyances ou à son idéologie. Beccaria, dans son livre « de dellite et de pene », déclare que le traitement des crimes liés à l'idéologie ou aux systèmes de croyance ne peut pas être confronté à une peine même sévère (Beccaria, 1996). Beccaria a probablement appris des diverses convictions de son système de croyances dans l'histoire de la condamnation de Socrate, Galileo Galilei ou de nombreux autres scientifiques qui avaient des opinions différentes avec les gens de leur temps, de sorte que les gens à cette époque considéraient leurs opinions comme déformées. Mais

des sanctions sévères telles que la menace de la peine capitale ne peuvent même pas changer l'opinion des personnes qui croient en cette opinion.

En général, le développement de l'approche du traitement des affaires pénales utilise une approche rétributive, mais sur une vision pratique qui met l'accent sur l'utilité d'un processus de gestion des affaires pénales. Des conséquences rétributives réelles/absolues qui doivent exister en tant que représailles envers les auteurs d'actes criminels. Les sanctions pénales sont décrites comme un cadeau de souffrance, et le policier peut être déclaré en échec si la personne condamnée ne ressent pas la douleur. L'enseignement classique de cette théorie est décrit comme l'enseignement de la vengeance par lex talionis (dans l'Ancien Testament, il est décrit comme yeux pour yeux, vie pour vie, dent pour dent, main pour main, pied pour pied, brûlure pour brûlure, blessure blesser, lutte pour lutte). Hugo Grotius a décrit cette théorie comme malus passionis propter malum actionis (un mal à infliger parce que le mal a été commis) Schaefer, (1995) car les critères de succès d'un tel modèle sont la souffrance ou la douleur car le crime est une forme de compensation pour les crimes qui ont été commises (Immanuel Kant dans Muladi et al., 1984).

Le but d'imposer des sanctions pénales dans le traitement de ces crimes est de changer le système de croyances jugées déviantes pour ne pas dévier. En raison de la philosophie de la punition qui est recherchée, c'est l'effet dissuasif ou l'effet dissuasif et la prévention du prochain candidat contrevenant. L'utilitariste Bentham soutient que les objectifs du crime sont (Bentham dans Muladi et al., 1984) :

(1) Prévenir toutes les violations (pour prévenir toutes les infractions) ;

(2) Prévenir les violations les plus perverses (pour éviter les pires délits) ;

(3) Crime pressant (pour limiter les méfaits) ;

(4) Réduire les pertes/coûts au plus petit (pour agir le moins cher).

Muladi et Barda Nawawi ont cité le point de vue de Bentham selon lequel les crimes graves étaient acceptés en raison des effets réformateurs. Cependant, il a reconnu que les crimes graves doivent être reçus par le peuple avant d'être appliqués ou défectueux. La raison pour laquelle le point de vue de Bentham a été intégré réside dans les raisons pour lesquelles il a déclaré que le droit pénal ne devrait pas être utilisé comme moyen de représailles contre les criminels, mais uniquement pour empêcher la perpétration d'un crime (Bentham dans Muladi et al., 1984).

Après le développement d'une orientation pénale qui place la victime comme un élément essentiel de l'objectif de la peine, l'évolution de la réflexion sur la procédure pénale s'oriente alors vers une nouvelle direction où le règlement des affaires pénales est une affaire qui profite à toutes les parties ainsi qu'à étant le discours le plus actuel pensé par les gens aujourd'hui. La justice réparatrice est proposée comme une approche considérée comme étant en mesure de répondre à ces demandes. La justice réparatrice

est une forme de nouveau cadre d'examen plus approfondi de la fonction criminelle où le sens que le droit pénal est placé comme le dernier bouclier de la politique sociale doit être interprété en termes de formulation (législation), d'application de la loi (y compris les procédures d'administration procédurale) et l'examen de l'imposition de sanctions Infractions pénales (Zulfa, 2009). Cela devient un point d'appui théorique pour rediscuter du traitement des affaires de blasphème, qui toutes conduisent toujours à l'emprisonnement. De sorte que d'autres approches doivent être adoptées dans le traitement des cas de blasphème.

De la loi pnp n°1 de 1965 à l'article 156a du code penal

Le développement du délit de blasphème s'est développé depuis 1965. À la demande d'organisations islamiques à l'époque en raison de la montée des courants de croyance en Indonésie En 1965, (Amnesty International, 2014), le gouvernement indonésien a publié le décret présidentiel No. 1 du PNPS de 1965 concernant la prévention des abus et du blasphème de religion (dite « loi sur le blasphème de religion »). Le contenu de la loi n° 1 du PNPS de 1965 concernant la prévention des abus et du blasphème de religion (dite « loi sur le blasphème de religion ») se compose de plusieurs articles mais contient les normes de base concernant les actes de blasphème contre la religion à l'article 1 et l'article 4. Alors que les articles 2 et 3 de la loi numéro 1 du PNPS de 1965 réglementent le mécanisme des contre-mesures et des sanctions contre les violations des normes contenues dans l'article 1. Les actes interdits à l'article 1 de la loi numéro 1 du PNPS de 1965 sont que toute personne Il est interdit de dire délibérément publiquement, d'encourager ou de rechercher le soutien du public, d'interpréter une religion pratiquée en Indonésie ou de mener des activités religieuses qui ressemblent aux activités religieuses de cette religion, l'interprétation et les activités qui s'écartent des principaux points des enseignements. Cette religion. Alors que l'article 4 est une disposition qui s'ajoute à l'article du Code pénal contenant des dispositions de l'article 156a, la formulation recueille souvent diverses interprétations car elle contient deux points d'action qui sont souvent interprétés comme des formulations alternatives ou cumulatives d'actes interdits où les auteurs qui expriment délibérément publiquement leurs sentiments ou accomplissent l'acte :

a. qui est l'hostilité, l'abus ou la profanation d'une religion adoptée en Indonésie ;
b. avec l'intention que les gens ne suivent aucune religion basée sur le Dieu Tout-Puissant. "

Ce qui est intéressant avec les dispositions ci-dessus, c'est que cette loi n'exige l'existence que d'une disposition d'article, qui ajoute des dispositions dans le Code pénal, à savoir l'article 4. Alors que l'article 1, qui devient une infraction primaire dans cette disposition, n'est pas obligatoire pour être adopté dans le Code pénal. À cela, Oemar Seno

Adji, soutient que la base principale sur laquelle l'inclusion des délits religieux dans le Code pénal est les préceptes du Dieu Tout-Puissant comme la cause principale de l'État du Pancasila. Par conséquent, créant une implication si quelqu'un commet un acte de mépris ou de blasphème contre la religion et Dieu adoré, il ne peut pas être laissé sans punition. Ainsi, en considérant la Divinité comme le point central de la vie de l'État, le délit de blasphème en tant que « blasphème » devient une priorité dans les délits religieux (ELSAM, 2007). Cette disposition modifie la conception de l'infraction d'insulte aux groupes prévue à l'article 156 du Code pénal. Ce qui est souvent une question publique, c'est surtout la différence entre ces deux dispositions, à savoir l'article 1 et l'article 4 peut être tirée du tableau de comparaison suivant :

	Article 1	Article 4
Forme d'erreur	délibérément en public	Exprès en public
Actes interdits	- - dire, - - recommander ou - - rechercher un soutien général, - faire : - - interprétation de quelque chose qui est respecté en Indonésie ou - - mener des activités religieuses qui ressemblent aux activités religieuses de cette religion, - quelles interprétations et activités s'écartent des points principaux des enseignements religieux.	émettre des sentiments ou faire des actions : une. qui est l'hostilité, l'abus ou la profanation d'une religion adoptée en Indonésie ; b. avec l'intention que les gens ne suivent aucune religion, qui est basée sur la Divinité. "

En comparant les deux dispositions, la principale différence entre l'article 1 et l'article 4 de la loi numéro 1 PNPS 1965 est

une. que l'article 1 met davantage l'accent sur les actes de religions particulières qui sont trompeurs parce qu'ils diffèrent des enseignements de ces religions, tandis que l'article 4 met davantage l'accent sur les sentiments d'hostilité envers une religion particulière.
b. Considérant que l'article 4 formule un acte alternatif dans lequel cette disposition menace d'autres actions sous forme de propagande pour ne pas croire en la religion.
Se référant à cette différence, le point de vue d'Oemar Seno Adji affirme que ce qui est destiné à être protégé dans le concept d'« infraction contre la religion » est la pureté de la religion elle-même. Car selon ses concepteurs, la religion doit être protégée des possibilités d'actions de personnes qui peuvent dénigrer et diffamer les symboles religieux, tels que Dieu, le Prophète, les Écritures. Ne pas protéger la liberté religieuse des adhérents (individus) devient quelque peu biaisé lorsqu'il est associé à l'article 4 point b, qui interdit aux personnes de ne pas avoir de religion dans le cadre de la liberté religieuse. Du point de vue des droits de l'homme, en tant que droit non susceptible de dérogation ou droit qui ne peut être exclu, cette restriction fait que ceux qui croient ne pas avoir de religion n'ont pas leur place en Indonésie. Indépendamment du fait que cela devienne alors l'une des politiques du droit pénal à l'époque, cette loi a été transformée en une autre étude qui ne sera pas discutée dans cet article.

Diversité oubliée

La chose passionnante à approfondir est qu'en incluant les dispositions de l'article 4 de la loi numéro 1 PNPS de 1965, les autres dispositions de cette loi sont oubliées. Même si les normes qui s'y trouvent n'ont jamais été déclarées révoquées. Ainsi, dans de nombreux cas, tout s'est terminé en prison, comme le tableau suivant :

An	Cas	Nom	Phrases
1968	Petite histoire : Langit Makin Mendung	HB Jassin	Essai d'un an
1990	Surveiller	Arswendo	Prison 4 ans 6 mois
2006	révélation de Gabriel	Lia Aminuddin alias Lia Eden	Prison 2 ans
2009	révélation de Gabriel	Lia Aminuddin alias Lia Eden	Prison 3 ans
2008	Gafatar	Musadek	Prison 4 ans
2016	Gafatar	Musadek	Prison 5 ans
2015	Hindu Religion	Nando Irawansyah M'ali	sanctions coutumières
2015	Hindu Religion	Rusgiani	Prison 14 mois

2016	Sourate Al Maidah 51 Basuki Tjahaya Purnama alias Ahok Prison 2 ans	Sourate Al Maidah 51 Basuki Tjahaya Purnama alias Ahok Prison 2 ans	Sourate Al Maidah 51 Basuki Tjahaya Purnama alias Ahok Prison 2 ans
2018	Poésie Sukmawati Notification de clôture d'enquête (SP3)	Poésie Sukmawati Notification de clôture d'enquête (SP3)	Poésie Sukmawati Notification de clôture d'enquête (SP3)

Le tableau ci-dessus, à l'exception de Sukmawati, qui a reçu SP3 ou la cessation de l'enquête et ando Irawansyah M'ali, qui a reçu des sanctions coutumières, le reste a conduit à la menace d'emprisonnement. Mais la question est de savoir si la prison est une drogue puissante dans le traitement de cette affaire ? Dans le tableau ci-dessus, la peine la plus légère a été infligée à HB Jassin en 1968, peu de temps après la promulgation de la loi n° 1 PNPS de 1965. Alors que d'autres ont plus d'un an de prison. Et lorsqu'on se réfère à Lia Eden et Musadek, où des résidus ou des crimes peuvent être déclarés à plusieurs reprises, la prison n'est pas la réponse.

Les dispositions de l'article 2 de la loi n° 1 du PNPS de 1965 prévoient en effet un traitement alternatif des actes déviants. Dans l'affaire Lia Eden, confessez-vous en tant que prêtre du Mahdi qui reçoit des révélations de l'ange Gabriel et rencontre la Vierge Marie. Dans le cas de Gafatar, ce n'est pas très différent. Gafatar est connu pour être une métamorphose des enseignements d'al-Qaïdah al-Islamiyah, où l'apprentissage est interdit depuis 2007 car jugé hérétique. Outre la métamorphose d'al-Qaidah al-Islamiyah, le MUI a trouvé au moins trois points qui ont rendu Gafatar déclaré hérétique, à savoir la caractérisation de Musaddeq comme un sauveur après le prophète Mahomet. Les conclusions du MUI peuvent être présentées comme une forme de déviation pédagogique qui doit être corrigée.

Ainsi, en rapport avec l'hérésie de l'enseignement, la forme de traitement à l'article 2 alinéa (1) est indiquée sous forme d'ordres et d'avertissements sévères pour arrêter l'action dans une décision conjointe du ministre du culte, ministre / Procureur général et ministre de l'Intérieur. Lorsqu'au paragraphe (2) est menée par une organisation ou quelque chose d'une croyance, le Président de la République d'Indonésie peut dissoudre l'organisation et déclarer l'organisation ou la secte comme une organisation/secte interdite, une fois que le Président est considéré par le Ministre des Cultes, le Ministre/Procureur général et le Ministre de l'Intérieur.

Dans ce cas, les dispositions de la loi donnent autorité (discrétion) aux forces de l'ordre en se coordonnant avec le Ministre des cultes, le Ministre/Procureur général et le Ministre de l'Intérieur pour utiliser des moyens non criminels (non pénaux), à savoir à travers des actions administratives sous forme de cessation et d'interdiction de l'enseignement, ce qui est de l'avis de l'auteur, qui devrait être poursuivi avec le processus ou les efforts d'encadrement des institutions compétentes pour empêcher la répétition de ce cas. Cette approche est connue comme une forme de justice réparatrice, qui a été lancée par Garvey pour répondre au crime.

Le modèle de formulation d'une loi qui utilise une approche de justice réparatrice par la déjudiciarisation (Zulfa, 2009), ou le transfert de dossiers traités en dehors du système de justice pénale devient intéressant à explorer étant donné que cette approche n'était pas encore populaire lorsque le Undnag-Number 1 / Pnp / 1965 a été fait. L'objectif de cette action est la prise de conscience et la récupération de la condition d'erreur à partir de la compréhension des enseignements religieux qui sont considérés comme erronés. Cela devrait être le domaine du ministère de la religion. Alors que l'utilisation des installations de droit pénal, comme indiqué à l'article 3, est le dernier recours ou le moyen maximal lorsque des efforts maximaux sous forme d'interdiction et d'orientation ont été déployés mais que la répétition ou la résidence se produit toujours.

Comme dans le tableau ci-dessus, le schéma de traitement est illustré par le traitement de l'affaire HB Jassin par le biais d'un procès, de sanctions pénales (pénal conditionnel), Nando Irawansyah M'ali par le biais du pardon et des sanctions traditionnelles et Sukmawati où le pardon et l'orientation comme promis par le MUI dans l'application de Diversi dans ce cas. (EAZ).

D. CONCLUSION

De tous les cas de blasphème en Indonésie, presque tous ont abouti en prison, à l'exception des procès vécus par Sukmawati. Ils étaient dans le SP3 ou l'affaire Ando Irawansyah M'ali, qui s'est soldée par des sanctions adat. Cela montre que les peines pour blasphème ont eu tendance à être un moyen de se venger et non d'empêcher que le crime ne se produise. La justice réparatrice est proposée comme une forme d'approche de la résolution des affaires pénales qui profite aux deux parties. Le modèle d'approche pour résoudre les affaires en dehors du système de justice religieuse en impliquant les institutions pertinentes peut être considéré.

LES RÉFÉRENCES

1. Adji, O. S., & delik pers di Indonesia, P. (1990). Erlangga.
2. Amnesty International, « Mengadili Keyakinan : Undang-Undang Penodaan Agama Indonesia », novembre 2014
3. Beccaria, C. (1996). Du crime et du châtiment, traduit par Jane Grigson. Oxford : Oxford University Press, 25, 410.
4. 4. Ditelusur melalui http://bangka.tribunnews.com/2017/05/09/selain-kasus-ahok-inilah-kasus-kasus-penistaan-agama-yang-menghebohkan-di-indonesia?page=2
5. Djafar, W., & Abidin, Z. (2014). Membelenggu ekspresi: studi kasus mengenai praktik pemblokiran/penyaringan konten internet dan kriminalisasi pengguna internet di Indonesia. Elsam.
6. ELSAM, Panel Diskusi, (2007), Perkembangan Konsep Tindak Pidana Terkait Dengan Agama dalam Pembaharuan KUHP. Aliansi RKUHP, Jakarta : ELSAM.
7. CIJR, « Tren Penggunaan Pasal 28 ayat (2) ITE terkait Penyebar Kebencian Berbasis SARA Akan Meningkat », http://icjr.or.id/tren-penggunaan-pasal-28-ayat-2-ite-terkait-penyebar -kebencian-berbasis-sara-akan-meningkat/ diakses pada 24 avril 2018.
8. Lamintang, P.A.F., & Lamintang, T. (2010). Delik-delik khusus kejahatan terhadap kepentingan hukum negara. Sinar Grafika.
9. Lamintang, P.A.F., (1986), Delik-delik Khusus Kejahatan-kejahatan Terhadap Kepentingan Hukum Negara, Jakarta : Sinar Baru, hlm. 465.
10. Mahkamah Agung Republik Indonésie, Putusan Nomor 71 K/KR/1973
11. Mahkamah Konstitusi Republik Indonésie, Putusan Nomor 140/PUU-VII/2009
12. Mahkamah Konstitusi Republik Indonésie, Putusan Nomor 97/PUU-XIV/2016
13. Miftahusurur dan Sumamiharja,. (2007). Delik-delik Keagamaan di dalam RUU KUHP Indonésie, Jakarta : DESANTARA, Aliansi Nasional Reformasi KUHP dan DRSP-USAID.
14. Moeljatno,. (1996). Kitab Undang-undang Hukum Pidana, Jakarta : Bumi Aksara.
15. Mudzakkir,. (2010). Tindak Pidana Terhadap Agama Dalam Kitab Undang-undang Pidana (KUHP) dan Undang-Undang Nomor 1/Pnps/1965 tentang Pencegahan Penyalahgunaan dan/atau Penodaan Agama (Kajian Terhadap Praktek Penegakan Hukum dan Prospek Pengaturannya Perencana) Indonésie : Pembangunan Hukum Nasional Badan Pembinaan Hukum Nasional Kementerian Hukum Dan Hak Asasi Manusia.
16. Muladi et Arief, B.N. (1984). Teori-teori dan kebijakan pidana. Anciens.